

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 12 juin 2025

ZOOM : COLOMBIE – LES IDE ONT RECULE EN 2024, FREINES PAR LE DECLIN DES SECTEURS MINIER ET PETROLIER	2
Bolivie	3
En 2024, les exportations boliviennes vers l'Union européenne ont atteint 927 M\$.	3
Colombie	3
Le gouvernement suspend la règle budgétaire.	3
L'inflation atteint 5,05 % en g.a. au mois de mai.	3
En avril, l'Indice de Confiance Commerciale augmente légèrement, contrairement à l'Indice de Confiance Industrielle et de l'Indice d'Incertitude de la Politique Économique.	4
Equateur	4
Le ministre du Commerce extérieur et de la Production s'est rendu aux Etats-Unis pour négocier les droits de douane imposés par l'administration Trump.	4
Le déficit budgétaire de l'Equateur à fin-mai est le troisième plus important enregistré en dix ans.	4
Guyana	5
La BID a accordé un prêt de 350 M\$ à l'État du Guyana pour améliorer l'efficacité et la portée du filet de sécurité sociale.	5
Apple achète 100 000 crédits carbone au Guyana.	5
Pérou	5
La Banque mondiale améliore les perspectives de croissance économique du Pérou à 2,9 % d'ici 2025.	5
Venezuela	6
En mai, l'inflation a atteint 229 % en g.a.	6
L'Union européenne inclut le Venezuela à sa liste de juridictions à « haut risque » en matière de blanchiment d'argent.	6
Le secteur agricole est menacé par une pénurie de machines et d'équipements.	6

Zoom : Colombie – Les IDE ont reculé en 2024, freinés par le déclin des secteurs minier et pétrolier

Avec des IDE entrants de 14,2 Md\$, la Colombie enregistre une baisse de -15 % en 2024 (-2,6 Md\$ par rapport à 2023). Le recul, qui se poursuit au T1 2025 (-15 %), est marqué dans les secteurs minier et pétrolier. Après une forte reprise post-Covid en 2022 (+180 %), les investissements directs étrangers en Colombie poursuivent leur tendance à la baisse engagée en 2023.

En 2024, les flux se concentrent sur quatre secteurs, représentant 74 % des IDE :

- Services financiers/administratifs : en forte hausse (+66 %, 4,4 Md\$), ils compensent en partie leur chute de 2023 (-55 %).
- Secteur minier/pétrolier : en baisse de -26 % (3,6 Md\$), signe du désengagement progressif d'entreprises internationales ces dernières années, et accompagné d'une baisse de la production pétrolière et gazière. Par ailleurs, dans ce cadre, les explorations baissent, laissant présager un recul durable du secteur, qui reste pourtant crucial pour l'économie nationale (33 % des exportations, 14 % des IDE et 9 % des recettes publiques en moyenne entre 2019 et 2023). Les IDE miniers (hors pétrole, y compris charbon) chutent aussi fortement (-60 %, à 1,4 Md\$).
- Industrie manufacturière : recul marqué de -33 % (2,0 Md\$) après une forte croissance en 2023 (+97 %).
- Commerces, restaurants et hôtels : progression de +29 % (1,8 Md\$), se rapprochant du niveau pré-pandémique.

La baisse totale des flux (-2,6 Md\$) provient principalement des secteurs minier et pétrolier (-2,9 Md\$). Les pertes enregistrées dans l'industrie manufacturière (-1 Md\$) et les transports/communications (-0,4 Md\$) sont partiellement compensées par les hausses dans les services financiers et le secteur commercial. La structure des flux reste stable : 52 % sont des prises de participation (nouveaux IDE), 31 % des réinvestissements de bénéficiaires, et 18 % des instruments de dette (prêts entre mères et filiales – intra compagnie – y compris prêts à court ou long terme).

Les États-Unis restent le principal investisseur (5,5 Md\$, 39 % des flux, -15 %), suivis par l'Espagne (2,8 Md\$, 20 %, +25 %). Ensemble, ils concentrent près de 60 % des IDE. Les cinq principaux pays européens (Espagne, Suisse, Royaume-Uni, France, Allemagne) totalisent 4,4 Md\$ (-16 %). La France représente 0,3 Md\$ des flux en 2024 (+10 %), soit 2,1 % du total. Elle se classe 9^e en flux (en recul de 2 places par rapport à 2023) et 14^e en stock (4,9 Md\$, 1,7 % du total). **Le stock total d'IDE en Colombie atteint 270 Md\$ en 2024. Les États-Unis (60 Md\$, 22 %), l'Espagne (33,2 Md\$, 12 %) et le Panama (29,9 Md\$, 11 %) en sont les principaux contributeurs.** La Chine, avec 0,15 Md\$ (1,1 % des flux), reste un acteur relativement marginal en termes d'IDE (12^e en flux, 20^e en stock avec 1 Md\$). Toutefois, son stock d'IDE a plus que doublé depuis 2020 (+134 %). Sa place pourrait croître à moyen terme, dans le sillage de l'adhésion de la Colombie à l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie (mai 2025, voir [nos précédentes brèves](#)) et de la présence croissante d'entreprises chinoises dans les grands projets d'infrastructures (i.e. Métro de Bogotá).

Bolivie

En 2024, les exportations boliviennes vers l'Union européenne ont atteint 927 M\$.

En 2024, les exportations boliviennes vers l'Union européenne (UE) se sont chiffrées à 927 M\$, tandis que les importations des produits européens ont atteint 998 M, menant à un déficit commercial de 71 M\$ en défaveur de la Bolivie. L'UE est le troisième client de la Bolivie (10,4 % des exportations), après le Brésil (16,5 %) et la Chine (15,1 %). Cinq produits concentrent 85 % des exportations boliviennes vers l'UE, à savoir l'étain, le zinc, l'argent, les châtaignes et le quinoa. Les importations boliviennes en provenance de l'UE sont en revanche bien plus diversifiées, avec près de 3 500 produits. Parmi les plus importants en valeur figurent l'essence (355 M\$), les pièces de turboréacteurs (48 M\$) et les billets de banque (25 M\$). Entre 2013 et 2024, la Bolivie a exporté plus de 9 Md\$ vers l'UE, tandis que ses importations ont dépassé les 12 Md\$. Le pic des exportations boliviennes vers l'UE a été atteint en 2022 (1 Md\$), tandis que 2023 a enregistré le volume le plus faible, avec seulement 644 M\$.

Colombie

Le gouvernement suspend la règle budgétaire.

Le 9 juin, le Conseil national de politique fiscale (Confis) a approuvé l'activation de la clause de sauvegarde (« cláusula de escape »), suspendant la règle budgétaire pour trois ans. Cette décision accorde au gouvernement colombien une marge de manœuvre exceptionnelle pour augmenter ses dépenses et sa dette, dans un contexte marqué par une baisse des recettes fiscales et une dette croissante. Cela permettra à l'exécutif d'agir sans les restrictions jusqu'alors imposées par la règle budgétaire, pourtant

conçue pour garantir la soutenabilité de la dette à long terme et éviter des déficits excessifs. Bien que non-contraignante, cette règle reste un repère important pour la politique monétaire de la Banque centrale, les agences de notation et les investisseurs. Ces derniers pourraient réagir fortement, selon les économistes.

En contrepartie, le gouvernement s'est engagé à élaborer un plan d'ajustement budgétaire, qui sera présenté dans le Cadre budgétaire à moyen terme (Marco Fiscal de Mediano Plazo, MFMP), attendu ce vendredi 13 juin. Ce document devrait préciser les objectifs de déficit, la trajectoire de la dette et les mesures prévues pour stabiliser les finances publiques. Les économistes alertent quant aux conséquences néfastes de cette décision, jugée injustifiée en l'absence de crise économique majeure. Les experts soulignent que cette mesure pourrait accroître le risque de dégradation de la note créditrice de la Colombie – notamment par Moody's (seule agence maintenant encore le statut *investment grade* de la Colombie) – et entraîner une perte de confiance des investisseurs, ainsi que le retrait de la Ligne de crédit flexible accordée par le FMI. Les effets de cette annonce se sont déjà fait sentir sur les marchés : **mardi 10 juin – jour de l'annonce – ,le peso colombien a reculé de -1,55 % face au dollar.**

L'inflation atteint 5,05 % en g.a. au mois de mai.

Ce chiffre est légèrement en dessous des prévisions des analystes, qui projetaient 5,10 % (fourchette de 5,05 à 5,15 %). **L'inflation poursuit ainsi sa légère tendance à la baisse, alors qu'elle s'était établie à 5,16 % en g.a. en avril** (et à 7,16 % en g.a. en mai 2024). L'inflation mensuelle s'est quant à elle chiffrée à 0,32 %, et l'inflation cumulée à 3,63 %. Par ailleurs, le dernier taux annuel inférieur à celui observé en mai remonte à octobre 2021 (+4,58 %). L'inflation annuelle s'explique

principalement par la variation des prix des restaurants et hôtels (+7,4 %), et des logements, eau, électricité et gaz (+5,8 %).

En avril, l'Indice de Confiance Commerciale augmente légèrement, contrairement à l'Indice de Confiance Industrielle et de l'Indice d'Incertitude de la Politique Économique.

En avril 2025, l'Indice de Confiance Commerciale (ICCO) s'est situé à 24,9 %, soit une hausse de +3,1 % par rapport au mois précédent. Cette plus grande confiance commerciale s'explique principalement par une réduction du niveau des stocks et une amélioration de la perception de la situation économique actuelle par les acteurs commerciaux. L'ICCO a augmenté de +9,6 % en g.a. (avril 2024 : 15,3 %). L'Indice de Confiance Industrielle (ICI) s'est quant à lui établi à -0,3 % pour le mois d'avril 2025, montrant une baisse de -2,4 % par rapport au mois précédent. Cette dégradation s'explique par une baisse du volume actuel de commandes et de moindres attentes concernant le niveau de production pour le trimestre suivant. L'ICI a cependant augmenté de +3,1 % en g.a. (avril 2024 : -3,4 %).

Par ailleurs, en mai 2025, l'Indice d'Incertitude de la Politique Économique (IPEC) enregistre une baisse mensuelle de -75 points et une baisse annuelle de -48 points.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,5%	33,1%	1659
Change USD/COP	2,0%	6,8%	4191
Change EUR/COP	2,7%	14,6%	4816
Prix du baril (Brent, USD)	7,6%	-15,9%	69,77

Equateur

Le ministre du Commerce extérieur et de la Production s'est rendu aux États-Unis pour négocier les droits de douane imposés par l'administration Trump.

Le ministre équatorien de la Production et du Commerce extérieur, Luis Alberto Jaramillo, s'est rendu aux États-Unis pour négocier la suppression des droits de douane de 10 % imposé depuis avril 2025 par l'administration Trump. **Cette visite s'inscrit dans une série de discussions visant à annuler ces nouveaux droits de douanes et à parvenir à un accord commercial bilatéral entre l'Équateur et les États-Unis.** Si un tel accord venait à être conclu, il pourrait exiger de l'Équateur des conditions usuelles dans les accords commerciaux signés par les États-Unis, dont certaines exigent des réformes législatives ou constitutionnelles.

Les États-Unis sont le principal partenaire commercial de l'Équateur. La trêve tarifaire de 90 jours expire au 1^{er} juillet prochain. Une troisième et dernière session de négociations est prévue fin juin, juste avant cette échéance. Bien que l'Équateur enregistre actuellement un excédent commercial non-pétrolier d'1 Md\$ avec les États-Unis, ce solde pourrait être compromis si les droits de douanes restent en vigueur, alors que certains concurrents de l'Équateur disposent d'accords commerciaux avec les États-Unis. La participation équatorienne à ces discussions, aux côtés de 23 autres pays, est perçue localement comme un succès diplomatique important de la nouvelle administration Noboa.

Le déficit budgétaire de l'Équateur à fin-mai est le troisième plus important enregistré en dix ans.

Entre janvier et mai 2025, le déficit budgétaire de l'Équateur a atteint 1,3 Md\$, soit le

troisième plus grand déficit des dix dernières années sur cette période (un tel montant n'avait été dépassé qu'en 2017 et en 2020, avec respectivement 1,85 Md\$ et 1,9 Md\$). Les recettes ont augmenté de +2 % g.a. alors que les dépenses publiques ont crû dans le même de +15,4 %. Les analystes estiment que le déficit budgétaire pourrait atteindre entre 5,5 Md\$ et 6,2 Md\$, à la fin de l'année. Le *Colegio de Economistas de Pichincha*, un *think tank* économique, suggère de mieux prioriser les dépenses, de renforcer la collecte et de monétiser des actifs improductifs, en affirmant qu'il existerait une marge immédiate d'économies de 1,3 Md\$.

Guyana

La BID a accordé un prêt de 350 M\$ à l'État du Guyana pour améliorer l'efficacité et la portée du filet de sécurité sociale.

Ce prêt doit soutenir le ministère des Services humains et de la Sécurité sociale. Il visera notamment la transformation numérique, l'inclusion et le soutien des groupes vulnérables. Il s'agit de la seconde et dernière opération d'une série, après un premier financement cofinancé avec le Canada. Il prévoit l'extension de la couverture des programmes de pension et d'aide publique, ainsi qu'une amélioration de la prestation de services via la numérisation. Le financement intègre une période d'amortissement de 20 ans et une période de grâce de 5 ans et demi.

Apple achète 100 000 crédits carbone au Guyana.

L'entreprise étatsunienne Apple a acheté 100 000 crédits carbone au Guyana pour un montant d'environ 1,5 M\$, afin de compenser ses émissions pour 2024. Ces crédits proviennent de la préservation des vastes forêts guyanaises couvrant 85 % du territoire

national. Cette opération s'inscrit dans une tendance plus large amorcée par le Guyana, qui a déjà signé un accord majeur avec Hess Corporation pour la vente de 37,5 millions de crédits carbone sur 10 ans en décembre 2022 (soit environ 30 % des crédits carbone du pays), générant au moins 750 M\$. **Entre 2025 et 2030, les ventes totales des crédits carbone du Guyana devraient lui rapporter 312 M\$.** Une part importante de ces revenus doit être reversée aux communautés autochtones et rurales pour financer des projets de développement durable, dans les domaines de l'écotourisme, de l'agriculture et des services de base. Le Guyana continue de rechercher des acheteurs afin de soutenir sa transition énergétique et ses efforts de lutte contre le changement climatique.

Pérou

La Banque mondiale améliore les perspectives de croissance économique du Pérou à 2,9 % d'ici 2025.

La Banque mondiale a récemment revu à la baisse ses prévisions de croissance pour près de 70 % des économies mondiales, marquant un repli inédit depuis plusieurs décennies. Malgré cette tendance globale à la baisse, avec une révision des prévisions de croissance mondiale de 2,7 % à 2,3 %, **le Pérou fait figure d'exception, bénéficiant d'une révision à la hausse de ses perspectives économiques, avec une croissance estimée à 2,9 % en 2025.** D'après les données de la Banque mondiale, l'économie péruvienne a enregistré une croissance de 2,8 % en 2022, avant de connaître un repli de -0,4 % en 2023, suivi d'un rebond à 3,3 % en 2024. Toutefois, l'organisation alerte sur les risques liés à un éventuel ralentissement de la demande chinoise, en particulier pour les métaux industriels. Dans ce contexte, les prix des matières premières comme le cuivre – ressource stratégique pour le Pérou –

pourraient continuer à baisser, affectant les exportations du pays.

La signature du traité sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine suscite de nombreux débats.

Lors de la troisième Conférence des Nations unies sur les océans (UNOC3), **le Pérou a signé l'accord dit «BBNJ», portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas des juridictions nationales.** Selon plusieurs syndicats et organisations professionnelles péruviennes, ce traité pourrait imposer des restrictions excessives sur la gestion des ressources marines. Ils estiment notamment que sa mise en œuvre pourrait affaiblir les organisations régionales de gestion de la pêche, dans lesquelles le Pérou joue un rôle actif. Les syndicats ont également accusé certaines organisations non-gouvernementales de promouvoir le traité dans le but de freiner des secteurs productifs stratégiques comme celui de la pêche. Face à ces préoccupations, le ministre des Affaires étrangères péruvien, Elmer Schialer, a tenu à préciser que la signature du traité ne valait pas ratification immédiate. Avant sa ratification et son entrée en vigueur, le document devra faire l'objet d'un examen approfondi et d'un débat parlementaire, conformément au processus institutionnel de ratification des traités internationaux.

Venezuela

En mai, l'inflation a atteint 229 % en g.a.

Selon l'Observatoire Vénézuélien des Finances (OVF, organisme indépendant d'études économiques), en mai **l'inflation s'est élevée à 26 % et l'inflation annuelle a atteint 229 % en g.a.** Les plus fortes augmentations ont été enregistrées dans les secteurs de l'éducation

(35 %), de la santé (34,9 %), de l'habillement et de l'alimentation (31 %).

Cette inflation est corrélée à une importante dépréciation du bolivar (VES) face au dollar états-unien : de 88 % par rapport à janvier, passant de 52,6 à 98,6 VES/USD. Selon l'OVF, cela démontre que les prix évoluent en fonction du taux de change (inflation importée) et de la croissance de la masse monétaire (financement monétaire du déficit), qui s'est élevée à +154 %. Selon le cabinet spécialisé *Aristimuño Herrera & Asociados*, entre janvier et mai 2025, le montant des interventions ayant eu lieu sur le marché des changes par la Banque centrale s'est élevé à 1,4 Md\$. Ce montant est inférieur de -12,9 % aux interventions ayant eu lieu sur la même période en 2024 (1,7 Md\$). Pour mémoire, l'importance des interventions (permises par les recettes pétrolières en devises) avait permis au gouvernement de freiner la dépréciation du Bolivar.

L'Union européenne inclut le Venezuela à sa liste de juridictions à « haut risque » en matière de blanchiment d'argent.

Le 10 juin 2025, **la Commission européenne a inclus le Venezuela à sa liste de pays présentant un « risque élevé » de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme,** aux côtés de neuf autres pays. Cette classification n'implique pas de sanctions à l'encontre de ces pays, mais oblige les banques européennes à renforcer les contrôles sur les opérations impliquant des clients ou des entités qui en sont originaires. Cette liste est régulièrement réexaminée.

Le secteur agricole est menacé par une pénurie de machines et d'équipements.

La Chambre vénézuélienne des distributeurs de pièces détachées et d'équipements lourds et agricoles a récemment averti que **la production agricole vénézuélienne était gravement compromise par une pénurie de**

machines, avec un déficit de 80 % des importations d'équipements nécessaires pour répondre à la demande du secteur. Au Venezuela, les machines agricoles atteindront en moyenne 18 ans d'obsolescence en 2025, en raison de l'absence de nouvelles importations significatives depuis 2005 ; bien que certains producteurs aient réussi à importer des tracteurs du Brésil et d'Inde, ces

achats sont loin de couvrir le déficit du pays. Cela est notamment dû à la capacité limitée des banques nationales à offrir des financements et aux sanctions internationales (y compris du fait d'une *overcompliance* des acteurs économiques étrangers), entraînant davantage d'exigences des pays fournisseurs, comme des paiements anticipés des marchandises.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
				2024	2025 p.			2023	Variation par rapport à 2022	
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)